



Décision n° CODEP-MRS-2023-008840 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 21 février 2023 autorisant le CEA à modifier de manière notable les modalités d’exploitation autorisées de CABRI (INB n° 24)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret n° 2006-320 du 20 mars 2006 autorisant le Commissariat à l’énergie atomique à modifier l’installation nucléaire de base n° 24 dénommée CABRI du site de Cadarache, située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;

Vu la lettre du 27 mai 1964 du Commissariat à l’énergie atomique portant notamment déclaration de CABRI/SCARABEE, de RAPSODIE/LDAC, de l’atelier de technologie du plutonium (ATPu), de la station de traitement des effluents et déchets solides sur le centre d’études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône) ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l’ASN CODEP-MRS-2021-058277 du 9 décembre 2021 ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier DG/CEACAD/CSN DO 2021-836 du 8 décembre 2021 ; ensemble les éléments complémentaires apportés par courrier DG/CEACAD/CSN DR 2021-9 du 16 décembre 2021 et par courriel du 23 décembre 2022,

Décide :

Article 1er

Le CEA, ci-après dénommé « l’exploitant », est autorisé à modifier l’installation nucléaire de base n° 24 dans les conditions prévues par sa demande du 8 décembre 2021 susvisée.

Article 2

Le directeur général de l’Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l’exécution de la présente décision, qui sera notifiée au CEA et publiée au *Bulletin officiel* de l’Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 21 février 2023.

Pour le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire et par délégation,
Le directeur général adjoint

Signé par

Pierre BOIS